

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/20  
11 septembre 2003

(03-4752)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Cinquième session  
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

## FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Déclaration de Mme Anne O. Krueger  
Première Directrice générale adjointe  
*(En qualité d'observatrice)*

Je suis très heureuse de me trouver aujourd'hui parmi vous à Cancún et, au nom du Fonds monétaire international, de vous offrir mon appui pour les négociations de ces prochains jours. Il est essentiel de mener à bien le Cycle de Doha pour préserver l'élan créé par les précédents cycles de négociations commerciales. Cela stimulerait l'ensemble de l'économie mondiale. Le FMI est déterminé à faire tout ce qu'il peut pour assurer ce succès. Je suis venue aujourd'hui pour vous expliquer comment il pourrait apporter une contribution concrète au processus.

### **Les bienfaits du libre-échange**

La promotion d'une saine expansion du commerce international est au cœur de la mission du FMI. Cela a été un de ses principaux objectifs depuis la rédaction des Statuts il y a près de 60 ans. La raison en est que le commerce international stimule la croissance dans tous les pays. Ce n'est pas par hasard que la rapide expansion des échanges commerciaux depuis la Deuxième Guerre mondiale a coïncidé avec une période de croissance sans précédent de l'économie mondiale.

Notre plaidoyer pour le libre-échange a de solides fondements. Les données accumulées au cours des 50 dernières années montrent de façon incontestable que les bienfaits du libre-échange sont largement répartis. Aucun pays n'a pu obtenir une croissance soutenue et durable sans ouvrir son économie au reste du monde. Les pays qui ont le mieux réussi à réduire la pauvreté sont ceux qui ont appliqué des politiques économiques judicieuses et ont joui d'une forte croissance. Or, le rythme de la croissance est directement lié au degré d'ouverture au reste du monde et à l'expansion du commerce extérieur.

Bien entendu, pour cela il est essentiel d'appliquer des politiques économiques bien conçues, et notamment de créer des institutions efficaces et d'investir dans l'éducation et les infrastructures. Toutefois, plus les économies s'ouvrent, plus il est à la fois nécessaire, efficace et facile d'appliquer de bonnes politiques économiques. On entre ainsi dans un cercle vertueux.

### **Le défi de Cancún**

Il est dans l'intérêt de tous les pays de se fixer des objectifs ambitieux pour les résultats des négociations. Moins il y aura de restrictions au commerce mondial, plus celui-ci sera dynamique. Il en résultera une accélération de la croissance de l'économie mondiale. Les pays, les entreprises et les citoyens auront accès à de nouveaux marchés. De nouveaux débouchés à l'exportation apparaîtront. Les gains de bien-être qui peuvent en résulter sont considérables. La libéralisation des échanges aidera des millions de personnes de toutes les régions du monde à tirer parti de la mondialisation.

De même que tous les pays ont quelque chose à y gagner, ils ont tous aussi un rôle à jouer pour assurer le succès du Cycle de Doha. Trop souvent par le passé, les pays en développement ont été les victimes d'obstacles au commerce et de restrictions de l'accès aux marchés de leurs principaux produits d'exportation. Malheureusement, cela reste vrai aujourd'hui. Les pays industriels doivent démontrer la sincérité de leur volonté de libéralisation en ouvrant leurs marchés et en réduisant les subventions à la production et les autres mesures protectionnistes.

Mais dans de nombreux cas, les obstacles au commerce entre les pays en développement sont encore plus élevés que les obstacles au commerce entre pays riches et pauvres. Par conséquent, les pays en développement doivent eux aussi libéraliser leurs importations et cela leur apportera d'énormes avantages. Les flux d'échanges entre pays en développement sont de plus en plus importants: aujourd'hui, près de 40 pour cent des exportations de ces pays vont vers d'autres pays en développement. Les pays en développement qui abaissent leurs propres obstacles au commerce sont ceux qui ont le plus à y gagner.

### **Les préoccupations des pays en développement**

En dépit des bienfaits de la libéralisation, bon nombre des pays les plus pauvres du monde ont beaucoup d'appréhension à l'égard de ce qui pourrait résulter du Cycle de Doha. À la réunion du Conseil général du printemps dernier consacrée à la cohérence, de nombreux Membres se sont dits préoccupés par le coût que pourraient avoir pour eux, à court terme, les résultats du Cycle, et en particulier la perte des préférences. Ils craignent que ce coût soit élevé et difficile à supporter, voire impossible à assumer.

Sur la base des enseignements que l'OMC et ses Membres ont tirés des cycles antérieurs de libéralisation, et de nos propres recherches préliminaires, nous ne pensons pas que le coût temporaire de l'adaptation aux résultats du Cycle de Doha sera excessif pour la grande majorité des pays. Pour commencer, il est clair que la réduction ou l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires s'étalera sur plusieurs années, ce qui pourrait atténuer bon nombre de leurs effets négatifs éventuels. Il importe aussi de ne pas oublier que, comme cette transformation du régime de commerce extérieur sera planifiée, il sera possible de prévoir, de concevoir et de mettre en œuvre en temps voulu les mesures correctives nécessaires pour adoucir son impact.

Néanmoins, nous sommes bien conscients que de telles assurances ne mettront pas tous les esprits en paix. Ce serait une erreur que de négliger les préoccupations qui subsistent et cela pourrait compromettre les chances de succès du Cycle de Doha.

### **Une nouvelle proposition du FMI**

C'est pourquoi, dans l'esprit de la Déclaration de Marrakech, et en réponse à une demande du Directeur général de l'OMC, le FMI est disposé à prendre une nouvelle initiative pour mettre une aide financière à la disposition des pays en développement pour lesquels l'impact de la réforme du système commercial multilatéral risque d'être douloureux.

Cette initiative complétera le vaste programme d'assistance technique et de conseil en matière de politiques que nous offrons à nos membres et qui porte sur un large éventail de questions de politique commerciale. Elle est spécifiquement conçue pour remédier aux déséquilibres externes temporaires qui pourraient résulter de la réforme multilatérale du système commercial dont nous pensons tous qu'elle est en définitive souhaitable.

En vertu de cette nouvelle initiative, le Fonds s'engagerait à fournir une aide financière dans le cadre de nouveaux programmes qu'il appuiera, ou de programmes déjà engagés, aux membres pour lesquels les effets immédiats des résultats du Cycle entraîneraient une détérioration de la balance des paiements.

En outre, nous sommes disposés à apporter une aide financière supplémentaire si l'impact du Cycle se révèle plus douloureux que nous ne le prévoyions.

Nous ne pensons pas que le coût de l'ajustement sera très élevé, même pour le petit nombre de pays directement concernés. Quoi qu'il en soit, nous sommes prêts à venir en aide à ceux qui auront des difficultés.

Cette proposition est conçue comme une sorte d'assurance. Notre objectif est de rassurer les pays qui participent aux négociations commerciales multilatérales. Ils auront accès à une aide financière supplémentaire pour pouvoir assumer le coût éventuel de la transition qui, dans certains cas, pourrait accompagner la réforme du système commercial multilatéral. Il est évident qu'à plus long terme cette réforme apportera des avantages économiques importants.

Nous avons présenté cette initiative au Conseil du FMI en termes généraux et j'ai le plaisir de pouvoir vous dire qu'il l'a appuyée. Nous en préciserons les détails en concertation avec le Directeur général et le Secrétariat de l'OMC. Nous avons l'intention de présenter dans les prochains mois au Conseil du Fonds une proposition plus étoffée.

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, en matière de commerce international, la stratégie du FMI est claire et elle est, bien entendu, en plein accord avec les objectifs de l'OMC. C'est pourquoi aujourd'hui le Fonds pense qu'il est essentiel de donner les assurances que certains pays recherchent à juste titre. Il faut faire en sorte qu'aucun gouvernement ne soit obligé de refuser un engagement de libéralisation du commerce, ou les résultats du Cycle de Doha dans leur ensemble, au motif que cela pourrait entraîner à court terme une dégradation de la balance des paiements à laquelle le pays serait dans l'incapacité de faire face. Il faut qu'aucun pays n'ait l'impression que le FMI hésiterait à aider, ou refuserait d'aider, ceux – dont nous espérons qu'ils seront peu nombreux – pour lesquels la transition poserait un réel problème.

La libéralisation du commerce international ne peut déployer tous ses effets bénéfiques que si elle se fait dans un cadre multilatéral. Les avantages qu'elle apportera à tous les pays et à leurs citoyens seront d'autant plus grands que le démantèlement des obstacles sera généralisé. Le FMI est prêt à faire tout ce qu'il peut pour que ces bienfaits se concrétisent.

---